

Élections locales dans les quartiers et districts.

Cet automne et particulièrement ce mois de novembre, ce fut en Chine le temps des élections locales. Tout citoyen ayant dix-huit ans révolus « a le droit d'élire et d'être élu » (article 34 de la Constitution). Ces scrutins concernaient beaucoup de monde. Par exemple, à Beijing, le 8 novembre, neuf millions d'électeurs devaient désigner 14.290 élus.

La nouveauté du scrutin, c'est l'apparition d'un mouvement de candidatures indépendantes, mouvement qui a suscité en retour une résistance systématique du pouvoir. Que s'est-il passé au regard des droits de l'homme et de la démocratie ?

Deux remarques préliminaires. D'une part, ces élections locales se limitent à l'échelon modeste du quartier et du district, où se prennent les décisions concernant par exemple la voirie, l'hygiène, le réseau hydraulique, toutes décisions de petit budget et à contenu politique restreint. D'autre part et comme d'habitude, la grande majorité des candidats fut désignée par le pouvoir : la priorité accordée à la « stabilité » interdisait de laisser une place significative aux trublions.

Parmi ces derniers figuraient des étudiants, des journalistes, des avocats, quelques paysans et pétitionnaires (dont certains parmi les disparus du printemps). Ils semblaient plutôt soutenus par la population mais, dans bien des cas, celle-ci ignorait leur candidature car les bureaux électoraux faisaient tout pour la cacher quand ils n'étaient pas parvenus à l'empêcher.

C'est que le principe même d'une élection directe, fut-elle sans enjeu réel, entre en conflit avec le système de cooptation par le parti, pratiqué à tous les échelons du pouvoir. On pourrait en effet imaginer que la démocratie progresse en élevant progressivement l'échelon de consultation, du district vers la province, de la province vers le pays tout entier. Donc le pouvoir

parle le moins possible du scrutin, se garde d'en souligner l'importance et surtout d'indiquer qu'il y a des candidats indépendants. La consultation ne retient guère l'attention et, selon un sondage effectué à l'occasion, 1% seulement des électeurs connaissaient les opinions des indépendants et pas plus de 3% les avaient rencontrés.

En réalité, il était déjà très difficile de parvenir à se porter candidat. Début septembre, le président de l'Assemblée nationale avait recommandé dans une circulaire de s'opposer le plus possible au dépôt de candidatures indépendantes. Les bureaux locaux ont obéi : refus d'enregistrement pur et simple, allégation d'une prétendue nécessité d'habiter dans la circonscription, ou d'y travailler, ou d'obtenir l'autorisation de l'unité de travail ; absence de formulaire d'inscription, effacement non motivé de la liste, etc. C'est ainsi qu'à Beijing, plus de vingt candidats indépendants potentiels n'ont pu se présenter.

Il ne suffisait pas d'être inscrit pour que tout se passe bien. Les autorités pouvaient entraver la campagne de divers moyens : anodins, lorsqu'on refusait de définir la circonscription, si bien que le candidat ne savait où distribuer ses tracts ; plus caractérisés, lorsque les candidats étaient envoyés loin de leur circonscription, ou assignés à résidence, voire détenus. En cours de campagne, ils subissaient d'autres pressions : blocage de l'usage de Weibo (l'équivalent de Twitter), empêchement de rentrer chez soi, arrachage immédiat des affiches, intimidation des familles.

Les candidats indépendants ne pouvaient avoir de bulletins imprimés que s'ils étaient acceptés par les autorités de district. Faute de quoi, il fallait qu'un nombre suffisant d'électeurs apposât directement une signature sous le nom du candidat.

Quant au déroulement du scrutin proprement dit, les fonctionnaires préposés aux bureaux de vote ont

l'habitude de « conseiller » les électeurs. Selon une enquête diffusée sur Weibo, 14% seulement des électeurs ont dit n'avoir pas reçu de consignes de vote de la part des officiels. Enfin, lors du dépouillement, il est arrivé que les membres du parti emportent l'urne hors de la vue des éventuels observateurs pour compter tout seuls les bulletins.

Toutes ces manœuvres et manipulations se fondaient sur la priorité absolue accordée désormais à la stabilité, priorité sur la loi et la Constitution, priorité sur la démocratie. Les idées directrices du parti se reflètent pleinement dans les commentaires de la presse officielle sur ce qui se passe au Proche-Orient : il s'agit de savoir comment on réagirait si par malheur la situation évoluait comme en Syrie ou en Égypte.

Ce 24 novembre, le Global Times déclarait : « La démocratie est une bonne chose mais est-ce encore vrai lorsque les dernières protestations de rue en Égypte ont coûté plusieurs douzaines de vie ? ». Ainsi quand, de nouveau, l'armée tire à balle réelle au Caire, la faute en incombe aux démocrates qui manifestent devant elle les bras nus. Un peu comme en 1989, quand l'armée, obéissant aux ordres d'un Deng Xiaoping apeuré, tirait sur les étudiants, la faute en incombait aux victimes, grévistes de la faim. De 1989 à 2011, de la place Tiananmen à la place Tahrir, le raisonnement n'a pas changé. Pas une inflexion, pas un mot de regret en vingt-deux ans. Parlant de l'Égypte, les autorités chinoises suggèrent ce qu'elles pourraient encore faire chez elles. Alors, partant de là, les élections locales...

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'Internet	4
Contrôle des élections locales	5
Situation précaire de Chen Guangcheng, l'avocat «aux pieds nus»	5
Mouvement démocratique et répression	6
Criminalité. Appareil judiciaire	7
Conditions ouvrières. Pollutions industrielles. Conflits du travail	8
Conflits de masse. Évictions foncières	9
Minorités ethniques	10
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Hongkong. Macao	11
Informations diverses	12
Qui sont les milliardaires chinois ?	12
Appel à coopération bénévole du groupe Chine	13
Sources d'information	13

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.

- 17 nov.** Dans la capitale du Shanxi, Taiyuan, et dans celle du Hebei, Shijiazhuang, des groupes se réclamant du maoïsme ont brûlé des centaines de publications « traîtresses, falsifiant l'histoire chinoise et colportant effrontément des valeurs universelles » émanant du groupe de « la Chine du sud » considéré comme libéral avec notamment son hebdomadaire, Nanfang Zhoumo, et son quotidien, Nanfang Dushi Bao. C'est la première fois que la confrontation entre les deux courants politiques s'exprime dans la rue. (*Utopia, 18 novembre*)
- 15 nov.** Les autorités ont conclu un accord avec les principaux centres scientifiques dans le dessein d'éradiquer les « publications illégales et pornographiques » accessibles en ligne. Les recherches à mener portent sur la surveillance, la détection, la collecte des preuves. Elles seraient justifiées par la diffusion d'information « dommageables », de faux reportages ou de documents falsifiés. (*Xinhua, 15 novembre*)
- 14 nov.** Les téléspectateurs estimant que la télévision officielle est encadrée à l'excès préfèrent se porter sur les réseaux Internet où la censure serait moins rigoureuse. C'est le cas de 66% d'entre eux, selon une étude présentée à un colloque de la revue Caixin ; 23% même ne regarderaient plus du tout la télévision officielle. (*B.B.C., Caixin, 14 novembre*)
- 14 nov.** Le Bureau général de la Presse et des Publications ainsi que l'Office national de lutte contre la pornographie et les publications illégales lancent jusqu'à la fin de l'année une campagne contre les médias non autorisés et les « faux reportages ». Toutes les publications étrangères doivent recevoir l'accord du gouvernement, y compris les groupes de consultants qui diffusent des informations. Sont aussi visés les reportages non objectifs des journalistes, les articles de presse publiés par des auteurs dépourvus de carte de journaliste. (*Xinhua, 14 novembre*)
- 11 nov.** Remise en liberté après dix-huit mois de détention du militant du Sichuan Zuo Xiaohuan. Il était lié au site 64tianwang.com qui s'est donné pour tâche la défense des droits de l'homme. Il se trouve désormais assigné à résidence. (*C.H.R.D., 11 novembre*)
- 9 nov.** Suppression, depuis juin 2010, de 400.000 liaisons audio-visuelles violant la réglementation sur les droits d'auteurs ; fermeture pour le même motif, de 22.000 sites illégaux et démantèlement de 6.700 réseaux criminels responsables de diffusions illicites. Depuis octobre 2010, les autorités ont saisi plus de treize millions de publications et de produits audio-visuels illégaux. Elles envisagent la création d'un Office de lutte contre les violations de la propriété industrielle. (*Xinhua, 9-11 novembre*)
- 9 nov.** Remise en liberté après un an de camp de rééducation de Wang Yi (autre nom Cheng Jianping) du district Zhangyuan, près de Xinxiang (Henan). Elle avait posté un message sur Weibo (le Twitter chinois) lors des manifestations antijaponaises d'octobre 2010. Tous ses papiers ont été confisqués par les autorités du camp. (*Weiquanwang, 9 novembre*)
- 4-6 nov.** Le Bureau central d'information et d'Internet a convoqué les entreprises d'Internet Sina (qui gère Weibo, l'équivalent chinois de Twitter), Baidu (moteur de recherche) et Tencent (gestionnaire de messagerie) ainsi qu'une quarantaine de sociétés pour un engagement d'ensemble sur la surveillance de l'Internet. Il s'agit officiellement de lutter contre la pornographie, la fraude sur la toile et la diffusion de fausses informations. Mais le dispositif renforcé servira à bloquer l'information sur les sujets sensibles : émeutes, grèves, manifestations notamment. (*Reporters sans frontières, 9 novembre*)
- 1 nov.** Des universitaires, écrivains et blogueurs, demandent, dans une lettre ouverte adressée aux actionnaires du fournisseur d'accès Sina, que ces derniers réduisent leur participation dans la firme afin d'amener celle-ci à réduire la censure qu'elle exerce en coopération avec le gouvernement, pratique qu'ils jugent « écoeurante ». Parmi les signataires, le blogger

Wen Yunchao, l'économiste Xia Yeliang, l'écrivain Song Shinan, le chef de file des parents d'enfants victimes du lait contaminé Zhao Lianhai et le dissident des États-Unis Yang Jianli. (B.B.C., 4 novembre)

Contrôle des élections locales.

- 16 nov.** **A l'issue du vote au district 43 de Shanghai, le secrétaire du parti a refusé de compter les bulletins devant les électeurs ou leurs représentants** et il est parti avec les urnes. La candidate indépendante Liu Shengmin affirme qu'elle a subi des menaces, comme les personnes qui la soutenaient. Les officiels ont refusé de lui préciser les limites de la circonscription électorale pour la gêner dans sa campagne. (Weiwanwang, 17 novembre)
- 14 nov.** **Le comité électoral du district de Shunchang (Fujian) a rayé sans fournir de motif le nom de Zhang Dejin, candidate indépendante pour le sous-district de Shuangxi.** Le lendemain, une affiche l'accusait de « fraude et autres comportements illégaux ». Après le dépôt officiel de candidature, le 8 novembre, la police la suivait en permanence et photographiait ses allées et venues. (C.H.R.D., 14 novembre)
- 14 nov.** **Selon son avocat, la candidate indépendante de Guangzhou (Guangdong), Li Biyun, arrêtée le 21 septembre pour « sabotage d'élections » n'a reçu aucun soin vingt jours après son admission dans un hôpital de la police.** Comme elle se trouve sans ressources, on ne lui fournirait que des vitamines. Elle se serait évanouie à plusieurs reprises. Li Biyun avait protesté contre des irrégularités de procédure lors d'un scrutin organisé à Rongli. (C.H.R.D., 21 novembre)
- 9 nov.** **Libération d'une dizaine de candidats indépendants qui s'étaient présentés dans la province du Guizhou** et que les autorités avaient assignés à résidence ou placés en détention dans des hôtels pendant toute la période du scrutin. (C.H.R.D., 9 novembre)
- 6 nov.** **Neuf candidats indépendants de Guiyang (Guizhou) pour le scrutin du 8 novembre ont été éloignés de chez eux,** contraints à des voyages ou assignés à résidence. On a perdu la trace de certains d'entre eux.
Dans le district Nanming de la même ville, un candidat a disparu de la liste le 1 novembre. Explication donnée : un collègue de citoyens avait procédé auparavant à un vote secret pour établir la liste finale des candidats. Il avait été empêché de distribuer des tracts pour se faire connaître parce qu'ainsi, il «troublait l'ordre social». (Weiwanwang, 6 novembre)
- 6 nov.** **Aucune des personnalités indépendantes qui souhaitaient se présenter pour les élections de ce jour dans la capitale n'ont pu faire acte de candidature.** L'administration a multiplié les obstacles (refus de mise à disposition des imprimés d'enregistrement) et les pressions sur les familles, ainsi que les empêchements de campagne auprès des électeurs. (Weiwanwang, 6 novembre)
- 3 nov.** **Fermeture, dix jours après sa création d'un blog centré sur le suivi des élections locales et sur les candidatures indépendantes.** Il avait donné ces dernières en exemple pour les scrutins de l'année prochaine concernant la désignation des délégués du Parti communiste à l'échelle nationale. (C.H.R.D., 3 novembre)

Situation précaire de Chen Guangcheng, l'avocat «aux pieds nus».

Rappel : Les brutalités policières et illégalités administratives exercées à l'encontre de Chen Guangcheng, le juriste aveugle qui a dénoncé les stérilisations et avortements forcés organisés par les services du planning familial de Lin Yi, à l'encontre de quelque sept mille femmes, suscitent un mouvement de colère et d'indignation dans le pays et hors des frontières. Chen Guangcheng est privé de liberté depuis son arrestation le 6 septembre 2005.

Assigné à résidence pendant six mois, il a été condamné ensuite à quatre ans et trois mois de prison pour avoir «organisé un rassemblement et troublé le trafic». Il est de nouveau assigné à résidence et interdit de tout mouvement et de tout contact, lui et sa famille, depuis sa sortie de prison en septembre 2010. La police l'a frappé à plusieurs reprises cette année. Aucun villageois ne l'a aperçu depuis septembre 2010. L'un de ses frères, Chen Guangfu, est, lui aussi, assigné à résidence et privé de contacts avec le monde extérieur.

(Voir plus loin, l'agression contre l'avocat Xie Yang à Dongshigu)

- 12 nov.** **De très nombreux amis de Chen Guancheng, le juriste aveugle qui a dénoncé les stérilisations et avortements forcés organisés par les services du planning familial de Lin Yi, sont venus à Dongshigu,** près de Linyi (Guangdong) à l'occasion de son quarantième anniversaire. Quarante-quatre d'entre eux ont été arrêtés par la police alors que leur autobus entrait dans le village, selon la militante Mao Hengfeng. Plusieurs arrestations avaient eu lieu les jours précédents. Sept mille femmes avaient souffert des pratiques administratives de Linyi ; Mao Hengfeng avait été, elle-même, contrainte à deux reprises de subir des avortements tardifs. (*South China Morning Post*, 13 novembre)
- 11 nov.** **Des cybernautes ont lancé une campagne des «lunettes de soleil de la liberté»,** demandant aux amis de Cheng de porter, le jour de son anniversaire, des lunettes de soleil comme le militant aveugle et de demander sa libération des pressions administratives et policières. (*Apple daily*, 11 novembre)
- 30 oct.** **Trente-sept personnes qui avaient essayé de rejoindre Chen Guangcheng ont été frappés à proximité de son domicile par une centaine de policiers.** (*Apple Daily*, 31 octobre)

Mouvement démocratique et répression.

- 23 nov.** **Report, sans raison fournie, du procès pour « fraude » de l'ancienne avocate de Beijing Ni Yulan et de son époux Dong Jiqin, à la veille de la date prévue.** La santé de Ni Yulan, déjà mauvaise en raison des sévices subis lors d'incarcérations précédentes, s'est aggravée dans le cours de sa détention (depuis début avril) : elle ne peut plus se tenir debout, son cou est enflé et, pourtant, elle ne reçoit aucun soins médicaux. (*C.H.R.D.*, 23 novembre)
- 21 nov.** **Le pétitionnaire handicapé Liu Bintong – originaire du Henan -, déjà frappé en octobre par des fonctionnaires à sa sortie d'une prison clandestine, a de nouveau reçu des coups à la gare du Sud de Beijing** de la part de personnels de surveillance. Ils lui ont mis la tête en sang et ont cassé le véhicule qui lui permet de se déplacer. Lorsque Liu s'est rendu à la police pour porter plainte, personne n'a voulu lui répondre. (*Weiwanwang*, 22 novembre)
- 21 nov.** **Des milliers de villageois de Wukan, dans l'agglomération de Donghai (Guangdong) ont manifesté assis devant les bâtiments municipaux, criant : « Non à la dictature ! Les droits de l'homme pour tous ! Arrêtez la corruption ! ».** Ils avaient pétitionné à deux reprises en septembre mais sans succès, reprochant au chef du parti d'avoir truqué les élections et d'avoir secrètement vendu leurs terrains au cours des années écoulées. (*Ming Pao*, 21 novembre)
- 17 nov.** **Condamnation à deux ans de rééducation par le travail de la pétitionnaire de Chongqing Tao Dahua,** officieusement pour « trouble de l'ordre de son unité de travail ». Elle avait été arrêtée le 15 novembre, de retour d'une démarche pétitionnaire à Beijing. Aucune notification de la peine n'a été faite à la famille. (*Weiwanwang*, 17 novembre)
- 17 nov.** **Perquisitionnant au domicile de Ai Weiwei, la police y a trouvé des photos de nus diffusées il y a un an sur l'Internet et a déclaré qu'il s'agissait de clichés «pornographiques».** L'artiste s'est déclaré outré de ce que le pouvoir ne faisait aucune distinction entre art et obscénité. (*South China Morning Post*, 19 novembre)

- 15 nov.** **L'artiste Ai Weiwei a réuni à cette date près de neuf millions de yuan sur les quinze que le fisc lui réclame et il en a versé 1,3 à titre de garantie.** Il affirme qu'il remboursera les quelque trente mille donateurs pour ce qu'il considère comme un prêt. Les autorités suggèrent que l'argent collecté pourrait parvenir de l'étranger. Mais elles n'ont ni fourni la preuve de la fraude fiscale qui justifierait leur sanction ni expliqué le montant de l'amende infligée. *(Ming Pao, 17 novembre)*
- Note : Ai Weiwei a été détenu sans charges pendant quatre-vingt et un jours en 2011. L'administration demandait à l'origine le dépôt préalable de 8,45 millions de yuan avant toute action de contestation des motifs d'accusation ; elle exige maintenant le paiement de la somme totale, qui permettrait d'affirmer que l'artiste a reconnu son délit. Le Musée des Beaux-Arts de Taïpeh a ouvert en novembre une exposition des œuvres de Ai Weiwei. Son épouse, Lu Qing, qui devait assister à la cérémonie d'ouverture, n'a pu s'y rendre car convoquée le même jour pour recevoir notification officielle du délit fiscal. La chanteuse et écrivaine Wu Hongfei a dû annuler son concert du 11 novembre pour avoir contribué à la collecte de fonds destinée à l'artiste.*
- 3 nov.** **On apprend à cette date que la pétitionnaire Zhong Yafang de Hangzhou a été détenue vingt mois dans un hôpital psychiatrique,** où les médecins ne lui ont administré aucun traitement puisqu'ils la trouvaient normale. Elle en est sortie en juillet 2011. Avant cet internement, elle était restée plusieurs mois dans une prison clandestine. Zhong Yafang veut obtenir justice pour un accident médical survenu en 2006. *(Wei quanwang, 3 novembre)*
- 1 nov.** **Condamnation à trois ans et six mois de prison pour « rassemblement destiné à troubler l'ordre social » du militant de Shanghai Zhang Weimin, arrêté le 19 avril.** Il a fait appel de la décision. Zhang parle au nom des jeunes qui dans les années soixante furent envoyés coloniser le Xinjiang et qui revinrent à Shanghai sans couverture sociale et avec des ressources sans rapport avec le coût de la vie. *(Wei quanwang, 11 novembre)*
- 31 oct.** **Arrestation et retour forcé à Chongqing de la pétitionnaire Zhang Dingfeng, venue à Beijing exprimer les doléances des villageois de Fuxing (Sichuan) au sujet des démolitions d'appartements, des expulsions et des réquisitions de terrains.** Elle avait à ce titre été déjà envoyé dans un camp de rééducation par le travail. *(C.H.R.D., 2 novembre)*
- 29 oct.** **L'assemblée nationale recommande une discussion sur les certificats de résidence, documents administratifs qui permettent aux urbains de disposer d'avantages divers refusés aux ruraux,** mais estime qu'il n'est pas encore temps d'ouvrir le débat et que de nombreuses études préalables sont nécessaires. *(Xinhua, 29 octobre)*
- 29 oct.** **Libération sous caution du militant démocrate Wu Yuebao de Bengbu (Anhui).** Il était détenu depuis le 24 juillet pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État », à la suite de messages envoyés sur Twitter et qui auraient attaqué les dirigeants du Parti. *(C.H.R.D., 29 octobre)*

Criminalité. Appareil judiciaire.

- 20 nov.** **La famille du dissident Wang Bingzhang, condamné à la prison à vie en 2002 pour « espionnage » et qui avait développé le mouvement démocratique à l'étranger, demande instamment aux autorités de le laisser assister aux funérailles de sa mère, décédée le 18 novembre au Canada.** Elle note que le prix Nobel emprisonné Liu Xiaobo avait été autorisé à se rendre à Dalian, après la mort de son père. Elle souhaite aussi qu'il reçoive des soins pour ses troubles cardiaques. Wang Bingzhang s'était fait l'avocat d'une « marche sans effusion de sang et non violente vers la démocratie ». *(Centre pour les droits de l'homme et la démocratie, 20 novembre)*
- 15 nov.** **L'avocat du Hunan Xie Yang, membre du cabinet Tiandiren, a été volé et battu parce qu'il tentait de rencontrer Chen Guangcheng à Dongshigu** (voir plus haut la rubrique Chen Guangcheng). Trois membres d'une patrouille chargée de surveiller les mouvements dans le village l'ont agressé, fouillé, dépouillé de son téléphone, de ses cartes de crédit et de sa licence professionnelle

d'avocat. Après l'avoir mis à terre et battu, ils l'ont forcé à marcher sur la colline vers un trou où ils l'ont jeté et abandonné. (C.H.R.D., 16 novembre)

- 5 nov.** **L'avocat militant des droits civiques Li Renbing n'a pu prendre l'avion à l'aéroport de Beijing pour assister à un séminaire à l'étranger.** Motif invoqué par la police (sans fourniture de justification écrite) : «Mise en danger de la sécurité de l'État». Cette formule est souvent utilisée pour justifier les interdictions de sortir du pays. (Wei quanwang, 5 novembre)
- 2 nov.** **Le cabinet d'avocats Qijian, où travaille l'avocat militant des droits civiques Liu Xiaoyuan, doit déménager sous la pression qu'exerce l'administration sur la société propriétaire.** C'est la deuxième fois cette année qu'il doit transférer ses locaux, en liaison avec les «sujets sensibles» traité par Liu Xiaoyuan et les liens d'amitié de ce dernier avec l'artiste dissident Ai Weiwei. (Wei quanwang, 3 novembre)
- 30 oct.** **Une campagne menée depuis la fin du mois d'août contre la distribution de drogues sur l'Internet a conduit à l'arrestation de 12 125 suspects.** Ils appartiendraient à 144 réseaux de production ou de vente. Vingt-deux sites de production ont été clos. Les deux tiers des personnes arrêtées ont moins de trente-cinq ans. (Xinhua, 30 octobre)

Condition ouvrière. Pollutions industrielles. Conflits du travail.

- 19 nov.** **Une explosion survenue dans l'usine chimique Liaherd de Xintai (Shandong) a fait quatorze morts et cinq blessés. L'usine produit de la mélamine.** (Xinhua, 19 novembre)
- 17 nov.** **Six mille salariés de la fabrique de chaussures Yue Cheng, installée dans le parc industriel Yueyuan à Dongshan (Guangdong) ont bloqué les routes, affronté la police et manifesté** devant l'usine après qu'elle eut licencié plusieurs gestionnaires et remis en cause le système des primes. La firme à capitaux taiwanais fournit notamment Nike, Adidas, Reebok et New Balance. (Boxun, C.L.B., 18 novembre)
- 14 nov.** **Plusieurs milliers d'ouvriers employés par l'entreprise d'embouteillage de Pepsi-Cola ont cessé le travail pour protester contre le rachat de la firme par le groupe alimentaire taiwanais Tingyi,** rachat qui pourrait leur faire perdre leur emploi. Le mouvement a touché cinq villes (Chongqing et Chengdu au Sichuan, Nanchang au Jiangxi, Fuzhou au Fujian et Changsha au Hunan). (China Labour Bulletin, 15 novembre)
- 10 nov.** **Une fuite de gaz a fait quarante-trois morts dans la mine Sizhuang, près de la ville de Qujing (Yunnan).** L'exploitation se poursuivait malgré la révocation de licence professionnelle prononcée il y a un an et l'ordre de fermeture donné en avril dernier. Il apparaît aussi que les responsables de la sécurité du travail ont commis de graves négligences. (Xinhua, 14 novembre)
- 8 nov.** **Plusieurs centaines de vétérans de la guerre sino-vietnamienne de 1979 ont pétitionné auprès du bureau des Ressources humaines et de la Sécurité sociale de Wuhan (Hubei)** pour demander un ajustement des pensions (ils reçoivent cent yuans par mois) et des soins de santé. Ils se sont heurtés à la police. Six cents d'entre eux ont refait la même démarche le 10 novembre et huit cents, le 21 novembre. (R.F.A., 10 novembre ; Minsheng Guan cha, 21 novembre)
- 29 oct.** **L'explosion de gaz survenue dans la mine Xialiuchong, dans l'agglomération de Changjiang, près de Hengyang (Hunan) a fait vingt-neuf morts.** (Xinhua, 30 octobre)

- 27 oct.** **L'explosion de gaz survenue dans la mine de charbon Jiulishan de Jiaozuo (Henan) et signalée dans le précédent bulletin, a fait dix-huit morts.** La mine appartient au groupe étatique minier le plus important du Henan. L'enquête montre que les dirigeants avaient négligé les mesures de prévention des risques de grisou. (*Xinhua, 2 novembre*)
- 15 oct.** **Depuis cette date, les sociétés étrangères sont tenues de cotiser à des assurances sociales pour leur personnel.** Il semble que plusieurs d'entre elles considèrent que cette obligation constitue un alourdissement indu du coût de la main d'œuvre. Les autorités leur demandent de changer de mentalité à cet égard. (*Xinhua, 30 octobre*)
- 8 oct.** **Condamnation à deux ans de camp de rééducation par le travail de Huang Wenming et Li Benyu, délégués des ouvriers municipaux de Chongqing.** Les familles n'ont pas été informées officiellement. Les deux délégués avaient lancé une pétition adressée au gouvernement après le licenciement de sept mille ouvriers d'une entreprise céréalière d'État. (*Minsheng Guancha, 10 novembre*)

Conflits de masse. Évictions foncières.

- 21 nov.** **Des pétitionnaires du village de Poshan ont bloqué les portes de la municipalité de Heshan (Guangdong) pour exiger le retour de leurs terres.** Réquisitionnées en 1993, celles-ci sont restées en friche pendant dix-huit ans et les paysans n'ont reçu aucune compensation, malgré les nombreuses pétitions présentées. (*Molihua, 11 novembre*)
- 16 nov.** **Une centaine d'hommes conduits par le chef adjoint du district de Liangqing dans la municipalité de Nanning (Guangxi) sont entrés dans le village de Nahuang pour y occuper les terres et les habitations.** Leurs bulldozers ont écrasé les récoltes. Plusieurs personnes, sérieusement blessées lors de la bagarre qui a suivi, ont été hospitalisées. Les villageois n'avaient appris leur expropriation que la veille et n'eurent jamais à en discuter les modalités. (*Weiquanwang, 16 novembre*)
- 12/13 nov.** **Quelque trois mille paysans ont affronté la police dans le village d'Yilong, près de Zhongshan (Guangdong) au sujet d'un litige foncier lié à un parc industriel.** Ils ont incendié plusieurs usines qui se trouvaient dans ce dernier. Dans ce conflit qui date de plusieurs années, les villageois accusent les autorités locales d'avoir vendu les terrains pour leur bénéfice personnel et de refuser de verser les indemnités demandées. Ils affirment que les violences ont fait un mort, ce que nie formellement la police. (*South China Morning Post, 14 novembre ; Oriental Daily*)
- 12 nov.** **Trois cents fonctionnaires et policiers du district de Luan (Hebei) s'en sont pris à des villageois de la circonscription qui refusaient la saisie de terres arables pour cession aux propriétaires d'une mine de fer.** Depuis 2005, le district est affecté par ces réquisitions hors procédures : elles ont concerné trois mille paysans et conduit à des violences et à la détention de quelque cent personnes, ainsi qu'à l'arrestation de neuf chefs de village. (*Weiquanwang, 12 novembre*)
- 11 nov.** **Sortie de prison de Liu Zhengyou, défenseur des droits fonciers de Zigong (Sichuan), après deux ans d'incarcération pour « fraude ».** Sa santé s'est détériorée en prison. Avant sa remise en liberté, tous ses écrits lui ont été confisqués, y compris le courrier strictement personnel. (*C.H.R.D., 11 novembre*)
- 29 oct.** **Après plusieurs jours d'émeutes à Huzhou (Zhejiang) – Cf. bulletin d'octobre 2011 – les autorités ont reporté l'augmentation des taxes sur les machines à coudre des non-résidents à l'origine des troubles et obtenu la démission d'un percepteur local.** Selon le site «Révolution de jasmin», les protestataires se comptaient par milliers ; ils ont pillé des magasins et brûlé une vingtaine de voitures de police. La tension reste vive cependant, avec la présence de forts contingents de police anti-émeutes. (*South China Morning Post, 29 octobre*)

28 oct. **Un millier de passants de Fuyong, dans le district de Shenzhen (Guangdong), qui avaient assisté au tabassage d'un marchand ambulant par la police, s'en sont pris à cette dernière.** Selon le site «Révolution de jasmin», ils accusent les policiers d'agir pour le compte de gangs et d'user de leur force pour faciliter le racket des commerçants. Un incident semblable s'était produit la veille dans le district Baoan de Shenzhen. (*Molihua, Oriental Daily, 29 octobre*)

Minorités ethniques

QUESTION TIBETAINE

16 nov. **La fourniture de quatre milliards de kWh en provenance de Xining (province du Qinghai) devrait permettre de supprimer les coupures de courant qui affectent Lhasa chaque hiver,** notamment en raison du moindre apport des installations hydroélectriques. L'insuffisance d'électricité atteindrait 30% de la demande dans la saison des basses eaux. (*Xinhua, 16 novembre*)

10 nov. **Un réfugié tibétain s'est immolé par le feu dans la capitale du Népal, Katmandou, en criant des slogans favorables à la cause tibétaine.** Il a été sauvé par son entourage. (*Anapurna Post, 11 novembre*)

3 nov. **Suicide par le feu de la nonne Qiu Xiang, dans le district Daofu de Ganzi/Kardze, au Sichuan.** (*Xinhua 3 novembre*)

1 nov. **Suicide par le feu de Palden Chetso, nonne du couvent Darkar Choeling, dans le district Daofu, relevant de la préfecture autonome tibétaine de Ganzi (Sichuan).** Elle s'est immolée sur les lieux mêmes où s'était suicidé le 15 août le moine Tsewang Norbu du monastère Nyitso. Des milliers de Tibétains se sont rassemblés sur les lieux, criant des slogans en faveur du retour du dalai lama. (*R.F.A., 3 novembre*)

31 oct. **Condamnation à trois ans de prison - pour motif inconnu et à une date non précisée - de l'écrivain Jolep Dawa de la préfecture ABA (Sichuan).** Il était détenu depuis le 1 octobre 2010. Jolep Dawa éditait le mensuel Durab Kyi Nga. D'autre part, selon l'écrivaine Woesser, le reporter et publiciste Choepa Lugyal est assigné à résidence au Gansu depuis le 19 octobre. (*Committee to Protect Journalists, 31 octobre*)

26 oct. **Explosion d'une bombe dans un bâtiment officiel à Gama, dans la préfecture Chamdo (Tibet).** Les murs ont été peints de slogans demandant l'indépendance du Tibet ; des tracts ont été distribués. (*R.F.A., 27 octobre*)

QUESTION OUIGHOURE

5 nov. **Les autorités chinoises ont décidé de créer deux zones de développement au Xinjiang, l'une à Kashgar, non loin de la frontière pakistanaise ; l'autre sur la frontière du Kazakhstan, à Horgos.** Ces deux zones bénéficieront d'exemptions fiscales, de subvention pour l'énergie et les transports et de prêts à bas taux pour le développement des infrastructures. Elles deviendraient ainsi deux plateformes financières et commerciales aux alentours de 2020. (*Xinhua, 5 novembre*)

3 nov. **La population ouïgoure s'inquiète des lois récentes qui, au nom de l'impératif de «stabilité», renforcent la lutte contre le terrorisme, légalisent l'arrestation sans information des familles, donnent du terrorisme une définition discutable et énoncent les cas justifiant l'intervention des forces de l'ordre.** (*R.F.A., 3 novembre*)

- 14 oct.** Dans la ville de Karamay (Xinjiang), des élèves chinois du lycée n°2 ont attaqué les élèves ouïghours sans qu'interviennent les maîtres. Plusieurs enfants ouïghours ont été blessés et certains furent hospitalisés. Leurs parents demandent des excuses, une indemnisation pour les frais médicaux et que les cours soient désormais dispensés à part pour chaque ethnies. (R.F.A., 21 novembre)

QUESTION MONGOLE

- 8 nov.** Le gouvernement chinois a protesté formellement auprès du gouvernement d'Oulanbator (Mongolie) contre la venue dans la nuit du dalaï lama. Celui-ci doit y assister à des cérémonies religieuses et dispenser quelques cours de bouddhisme. (Kyodo, 11 novembre)
- 27 oct.** En raison de la colère suscitée par la mort du berger Zorigt le 20 octobre, écrasé le 20 octobre par le camion d'une société pétrolière, fermeture de trois sites en langue mongole (www.boljo.com, www.mglbbs.net et www.medege.com). Sur l'Internet circulait un appel à manifester devant les bâtiments officiels pour la protection des droits des bergers et la réglementation des activités industrielles. (Southern Mongolia Human Rights in China, 28 octobre)

Hongkong - Macao

- 6 nov.** A Hongkong, les élections de district prévues par les réformes de 2010 ont été favorables aux formations politiques pro-Beijing (Alliance démocratique pour le progrès de Hongkong et Fédération des syndicats) qui ont obtenu 124 des 336 sièges à pourvoir alors que le camp des «pan démocrates», affaibli par des querelles internes, n'a eu que 53 sièges. Ce scrutin n'a qu'une importance politique limitée. Cependant, parmi les élus, cinq seront désignés pour siéger à la prochaine assemblée législative. Enfin certains d'entre eux participeront en 2012 à la nomination du chef de l'exécutif. (Aujourd'hui la Chine, Le Monde, 8 novembre)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 26-27 nov.** Quatre-vingts universités étrangères et centres de recherche envoient des délégués à Beijing pour le recrutement d'étudiants chinois. Un millier de ces derniers ont fait acte de candidature. Dans la période 1978-2009, 1,62 million d'étudiants sont partis à l'étranger et 62,3% sont revenus travailler en Chine. (Xinhua, 16 novembre)
- 25 nov.** Les couples composés de deux enfants uniques ont désormais le droit dans la province du Henan d'avoir un deuxième enfant. Cette mesure prise par l'assemblée de la province assouplit sans la supprimer la politique de l'enfant unique mise en place il y a trente ans. (Xinhua, 25 novembre)
- 23 nov.** Six navires de guerre sont entrés dans le Pacifique, en passant entre Okinawa et les îles Miyako, pour des exercices qui se reproduiront au moins une fois l'an. Il s'agirait d'une réponse aux activités nouvelles de l'armée américaine dans la zone Asie-Pacifique, menées en liaison avec l'Australie, le Vietnam et les Philippines. (South China Morning Post, 24 novembre)
- 16 nov.** Les investissements des États-Unis en Chine ont diminué de 18,13% sur les dix premiers mois de 2011 et se montent à 2,57 milliards de dollars. (Xinhua, 16 novembre)

- 15 nov.** Annonce de l'ouverture le 11 décembre d'une liaison électrique avec la Russie qui permettra à la Chine de recevoir chaque année 4,3 milliards de kilowatts sur la province du Heilongjiang. Le projet remonte à 2007 ; il devrait être suivi d'autres coopérations dans les domaines du charbon et des énergies nouvelles. (*Xinhua, 15 novembre*)
- 9 nov.** L'Office de la propriété industrielle a reçu 1,09 million de demandes de dépôt de brevet et en a accordé 704 000 de janvier à fin septembre. Les demandes pour l'ensemble de 2010 s'élevaient à 1,22 million.
- 31 oct.** Le nombre recensé des individus porteurs du virus VIH s'élevait à 429 000 à la fin de septembre, selon les statistiques du Ministère de la Santé. Le chiffre réel serait bien supérieur : une étude menée en 2009 par l'administration en liaison avec l'Organisation mondiale de la Santé chiffrait les effectifs concernés à 720 000 à la fin de 2009. (*Xinhua, 1 novembre*)
- 29 oct.** Les empreintes digitales devront figurer sur les cartes d'identité à compter du premier janvier 2012. Il s'agit de lutter contre les faux documents ou les documents illégalement modifiés. (*Xinhua, 29 octobre*)

Qui sont les milliardaires chinois ?

Comme tous les pays riches et tous les pays pauvres, la Chine a ses milliardaires. Chaque année, le rapport Huhun de Shanghai en détaille l'effectif. 960.000 individus (soit 07% de la population) détiennent plus de 1,1 million d'euros. Mais dans cette catégorie, les inégalités sont très marquées. 2.900 d'entre eux (2,1 seulement par million d'individus) détiennent un capital supérieur à deux cent vingt milliards d'euros, principalement investis dans la finance, dans l'énergie, dans les télécommunications et dans l'immobilier. Selon la revue Kaifang de Hongkong, 90% d'entre eux sont les enfants des hauts dirigeants du parti.

La famille de l'ancien premier ministre Li Peng tient le secteur de l'énergie électrique ; le membre permanent du bureau politique Zhou Yongkang et ses amis maîtrisent la branche du pétrole ; le groupe du vétéran Chen Yun est installé dans le secteur bancaire ; le membre permanent du bureau politique et président de l'Assemblée consultative Jia Qinglin domine le secteur de l'immobilier ; le gendre du chef d'État Hu Jintao opère dans le réseau Sina Corporation (portail de divertissement) cependant que l'épouse de Wen Jiabao occupe une place de premier plan dans la joaillerie.

La revue Kaifang d'octobre 2011 cite dix « héritiers » de dirigeants connus :

- Le fils de Wang Zhen (haute figure du Parti), Wang Jun, préside le Conseil d'administration du Crédit de Chine. Valeur approximative de l'entreprise sur le marché : 77,1 milliards d'euros.
- Le fils de Jiang Zemin, ancien chef de l'État, Jiang Mianheng, fondateur de Zhongguo Wangtong. Valeur de marché : 18,3 milliards d'euros.
- La fille de l'ancien premier ministre Zhu Rongji, Zhu Yanlai, administrateur en chef du bureau de développement de la Banque de Chine à Hongkong. Valeur de marché : 18,1 milliards d'euros.
- Le fils de Hu Jintao, chef de l'État et président du parti, Hu Haifeng, est le directeur général de Weishi. Valeur de marché : 9,21 milliards d'euros.
- Le fils de l'ancien vice-président de la République Rong Yiren, Rong Zhijian, préside le Crédit Taifu. Valeur de marché : 5,23 milliards d'euros.
- Le fils de Wen Jiabao, premier ministre, Wen Yunsong, dirige Unihub. Valeur de marché : 4,7 milliards d'euros.
- Le fils de Li Peng, ancien premier ministre, Li Xiaopeng, dirige la Compagnie d'électricité Huaneng. Valeur de marché : 1,93 milliards d'euros.
- Le fils de l'ancien ministre Kong Yuan, Kong Dan, préside la Compagnie financière chinoise. Valeur de marché : 1,08 milliards d'euros.
- La fille de Li Peng, Li Xiaolin, est vice-présidente du Conseil d'administration d'Électricité de Chine. Valeur de marché : 902 millions d'euros.
- Le fils de Wang Jun et petit-fils de Wang Zhen, Wang Jingjing est vice-président de la Société scientifique de protection de l'environnement. Valeur de marché : 85 millions d'euros.

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.

APPEL A COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

La connaissance du chinois n'est pas indispensable en particulier pour le travail de communication ; mais il faut disposer d'un ordinateur pour maintenir les échanges entre les réunions mensuelles. Toute personne intéressée peut s'adresser au secrétariat de la Ligue.

Nous serions aussi très contents de recevoir vos commentaires et suggestions concernant le bulletin et son contenu.

POUR PRENDRE CONTACT,

écrire à :

communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».